



Une enquête polluée par la droite

ÎLE-DE-FRANCE - L'enquête publique sur le schéma directeur révèle les menaces que fait peser l'opposition (UMP) sur un document élaboré démocratiquement.

L'enquête d'utilité publique sur le schéma directeur d'aménagement de l'Île-de-France (SDRIF) est ouverte depuis lundi 15 octobre. L'enjeu est d'importance : il engage la région capitale pour vingt-cinq ans, en particulier sur les grands aménagements en matière de logements et de transports. Le débat public aurait pu se dérouler normalement si le président de la République, se comportant comme le super-préfet de l'Île-de-France, n'avait mis en cause le projet en juin dernier en soulignant que c'est à l'État de prendre en main le devenir de la région. Dans la foulée, le patronat (MEDEF et CGPME) et toute la droite refusent le SDRIF en l'état et se mobilisent pour entraver le processus de débat

public. C'est ce défi que relève le groupe CACR (communiste alternative citoyenne et républicain) du conseil régional. François Labroille, conseiller régional, estime que le schéma directeur tel qu'il a été débattu pendant deux ans et demi est « vraiment menacé. L'hypothèse d'une mise en cause profonde de son contenu n'est pas aberrante ».

« UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AMBITIEUX »

Le groupe CACR a voté le schéma directeur parce qu'il correspond à une de ses priorités : la lutte contre les inégalités sociales et territoriales. « Il prépare un développement économique ambitieux en tenant compte des solidarités so-

ciales », précise François Labroille, même si cette question des inégalités n'est pas complètement réglée dans le document. Néanmoins, le SDRIF a « une cohérence et une vraie ambition », précise l'élus CACR, notamment pour le logement (60 000 logements neufs par an, dont 30 % de logements sociaux) et un maillage de transports publics qui changera le mode de déplacement des Franciliens.

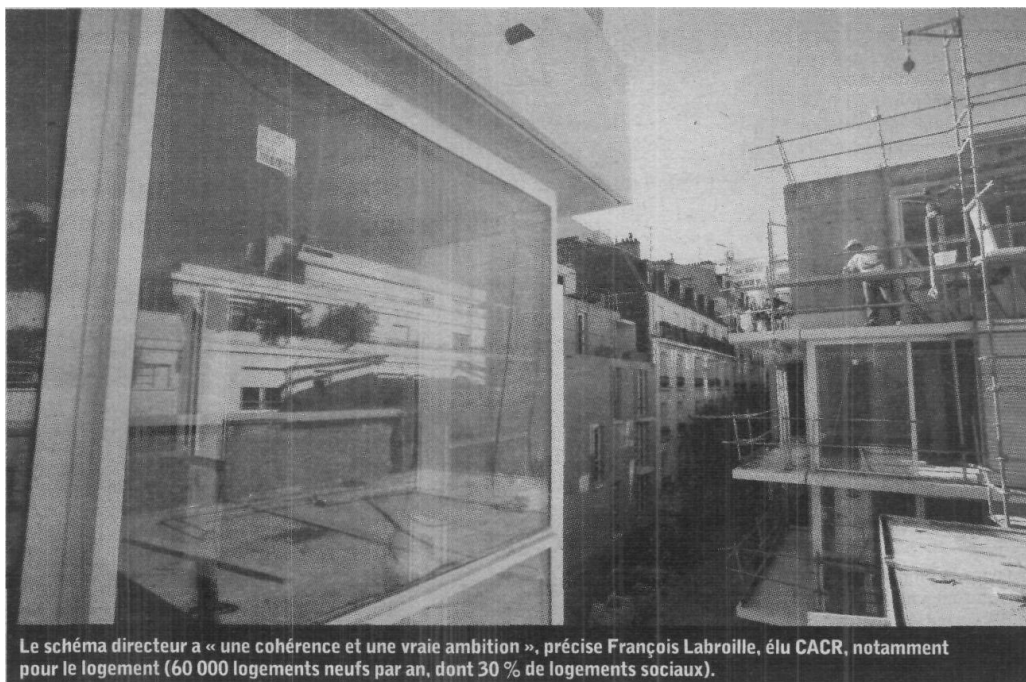
Les élus du groupe CACR s'engagent à mobiliser les élus et les responsables syndicaux et d'associations à donner leur avis dans les mairies lors de l'enquête publique. L'intrusion de Nicolas Sarkozy pour une nouvelle institution en Île-de-France, qui a détourné le débat sur la question du grand Paris, fait peser de réelles me-

naces sur le devenir du SDRIF. « Faute d'avoir pu suspendre l'enquête publique, la droite cherche à l'investir pour vider le schéma de son contenu », dit Gabriel Massou, le président du groupe CACR. C'est en effet le contenu même du nouveau schéma directeur, ses ambitions sur un horizon de vingt-cinq ans, ses principes organisateurs fondés sur la prise en compte des défis des inégalités comme ceux de la crise écologique et climatique, son parti pris de la ville compacte et du logement social, d'un vaste programme de développement des transports en commun... qui heurtent en fait la droite francilienne, souligne le groupe CACR.

Jacques Moran

REPÈRES

- Les Franciliens peuvent donner leur avis jusqu'au 8 décembre dans les mairies.
- Le schéma directeur prévoit la construction de 1 500 000 logements dont 30 % de logements sociaux d'ici 2030, la création de 30 000 emplois, le prolongement de neuf lignes du métro, la création d'un réseau de transports de banlieue à banlieue, notamment de la ligne de métro en rocade (Arc express), une diminution de 75 % des gaz à effet de serre.



Le schéma directeur a « une cohérence et une vraie ambition », précise François Labroille, élu CACR, notamment pour le logement (60 000 logements neufs par an, dont 30 % de logements sociaux).